

*Questions orales*

extérieures a dit alors qu'ils songerait à porter la question à l'attention des Soviétiques et des Américains dans le cadre des pourparlers de Genève sur les armements. Cette idée a maintenant été rejetée. Si le gouvernement a rejeté cette possibilité d'essayer d'obtenir que cesse le déploiement, que reste-t-il comme solution et quelle est la position du gouvernement en rapport avec cette nouvelle menace importante dans le cadre de l'escalade des armements?

● (1420)

**L'hon. Robert C. Coates (ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je crois que la véritable réponse à la question du député réside dans la réduction des armements nucléaires dans le monde. Je crois que c'est de cette question que le secrétaire d'État américain et le ministre soviétique des Affaires étrangères doivent s'entretenir en janvier, et je crois que c'est ce dont vont discuter cette semaine les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN.

## LES INSTANCES DU CANADA

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je ne saurais être davantage d'accord avec le ministre. Toutefois, s'il en est ainsi, pourquoi le gouvernement refuse-t-il de faire les moindres instances auprès de l'une ou l'autre superpuissance afin de bien faire valoir ce point de vue et d'exprimer au nom de tous les Canadiens l'inquiétude que cette menace nous inspire et le désir qui est le nôtre que la question du non-déploiement des missiles de croisière figure à l'ordre du jour des pourparlers de Genève? Pourquoi, monsieur le Président, le ministre ne présente-t-il pas ces instances au nom du Parlement et du peuple canadiens?

**L'hon. Robert C. Coates (ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, nous exerçons toutes les pressions possibles en faveur de la réduction des armes nucléaires dans le monde. Je demanderai au député d'accorder son appui au secrétaire d'État aux Affaires extérieures...

**M. Axworthy:** Je l'ai fait!

**M. Coates:** ... au lieu de nuire...

**M. Axworthy:** Il n'en a pas voulu.

**M. Coates:** ... à ses réalisations en ce sens.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie.

\* \* \*

[Français]

## LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

## LES DISCUSSIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, j'ai une question à adresser à l'honorable ministre des Finances.

Pendant son voyage aux États-Unis, pourquoi le ministre a-t-il discuté avec les Américains des changements que le gouvernement veut faire dans la Loi sur les investissements étrangers?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris le sens de la question du député. Nous avons discuté de façon très générale de notre politique concernant les investissements étrangers, de notre politique industrielle et de l'approche que nous allions adopter à l'égard de notre déficit. Nous avons discuté de questions très diverses. Je ne suis pas sûr de comprendre où le député veut en venir. Quoi qu'il en soit, ces réunions visent à comprendre, dans les grandes lignes, l'orientation politique des deux pays.

\* \* \*

## L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

## ON DEMANDE SI CERTAINS CHANGEMENTS ONT ÉTÉ DISCUTÉS EN DÉTAIL

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, si vous le permettez, je serai un peu plus précis. Il est question de changements importants qui ont été proposés à la Chambre vendredi dernier à l'égard des investissements étrangers. Par la suite, nous avons entendu dire que le ministre avait discuté...

**Des voix:** La question!

**M. Langdon:** Le ministre peut-il confirmer qu'il a discuté en détail de certains de ces changements avec les autorités américaines au cours de son voyage aux États-Unis, avant le dépôt de ce projet de loi?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la réponse à cette question est non. Je ne suis pas entré dans les détails. J'ai parlé de l'orientation générale que notre gouvernement avait décidé de donner à sa politique à l'égard des investissements étrangers, mais sans entrer dans les détails.

## L'INCIDENCE DES CHANGEMENTS

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Le ministre peut-il nous dire si au cours de ces entretiens de portée générale, il a obtenu des États-Unis l'assurance que ces changements législatifs dont il est question pour le moment au cabinet les inciteront à créer de nouveaux emplois ou à investir au Canada?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député doit comprendre que ni le gouvernement du Canada ni le gouvernement des États-Unis ne peuvent ordonner au secteur privé d'investir ou de ne pas investir. C'est le secteur privé qui en décide, en fonction du climat politique général. Nous essayons, comme les Américains nous l'ont conseillé, de créer un climat plus propice aux investissements du secteur privé, car c'est ainsi que nous pouvons créer des emplois permanents. La seule façon de résoudre le problème du chômage au Canada, c'est d'inciter le secteur privé à créer des emplois.